

APRÈS UN PRINTEMPS ÉRABLE...

UN HIVER AUSTÈRE.

ÉDUCATION

Le gouvernement annonce des compressions

Nous aurions pu faire semblant d'être surpris et surprises par l'annonce du gouvernement péquiste de couper 140 millions de dollars dans le budget des universités, mais en réfléchissant un peu, c'était inévitable. Depuis son élection, le gouvernement de Mme Marois ne fait que poursuivre le travail entamé indistinctement par les gouvernements péquistes et libéraux des vingt dernières d'années : celui d'en finir avec l'héritage de la Révolution tranquille. Le Parti Québécois est d'abord revenu sur à peu près toutes ses promesses électorales : le gel des tarifs d'électricité, l'abolition de la taxe santé, la hausse des redevances minières et la création de trois nouveaux paliers d'impôts. Dans le même budget, les péquistes supprimaient également 2000 emplois de qualité chez Hydro-Québec et ordonnaient une compression à presque tous les ministères. En parfaite continuité avec le gouvernement libéral. Après le printemps dernier, est-ce que c'est vraiment à ça que les Québécoises et les Québécois ont droit?

La compression de 140 M\$ sera évidemment gérée par les conseils d'administration des universités. Ceux-là mêmes qui ont mené l'université là où elle en est, avec tous les problèmes que nous aurons dénoncés pendant la grève étudiante. Est-ce que le rectorat choisira de couper dans ses propres salaires ou dans ses primes de départ? De couper dans le « placement concurrentiel »? Évidemment, la réponse est non. La saignée budgétaire risque davantage de nuire à la qualité de l'enseignement, déjà mise à mal par le manque flagrant de professeur-e-s. Elle encouragera les universités à poursuivre leur ridicule concurrence afin d'attirer plus de « clientèle » dans le but de pallier au manque à gagner. Dans le meilleur des cas, nous assisterons à un transfert de dette : les universités augmenteront leur déficit afin que le PQ puisse se targuer d'avoir atteint l'équilibre budgétaire.

Ce genre de coupure sauvage n'est pas non plus hors de l'ordinaire pour

Mme Marois. En 1996, alors qu'elle était ministre de l'Éducation, son gouvernement annonçait des coupures de près de 400 millions de dollars en éducation. C'est en partie le désinvestissement dans l'éducation publique qui aura servi aux libéraux de prétexte pour leur hausse des frais de scolarité. Est-ce que le Parti Québécois serait en train de préparer le terrain pour son projet d'indexation?

Nous le rappelons depuis le début : ce sommet ne mènera à rien. Avec l'annonce de cette réduction budgétaire, ça ne pourrait être plus clair : le gouvernement a déjà les réponses qu'il

cherche. Peu importe ce qu'on dira, il affirmera avoir écouté tout le monde, et discerné un consensus dans les discussions, qui, comme par hasard, tombera sur le programme péquiste. Au final, nous aurons joué le rôle des idiots utiles en donnant de la crédibilité à ce sommet. Pas étonnant que la population fasse preuve de cynisme à l'égard de la classe politique. Pour nous, il n'y a qu'une seule solution : organisons-nous sur nos propres bases et continuons à contester la dérive du système d'éducation publique avec, derrière nous, la force d'un mouvement combatif et démocratique.

“ Est-ce que le Parti Québécois serait en train de préparer le terrain pour son projet d'indexation? ”

Une triste continuité

À Les voir s'invectiver de part et d'autre de l'Assemblée Nationale, on ne se serait jamais douté que Jean Charest et Pauline Marois auraient, dans l'exercice du pouvoir, autant de points communs. Et pourtant, les deux érigent l'austérité en voie du salut, le déficit zéro en nirvana suprême. Encore une fois, le gouvernement, face à un manque de fonds, se tourne vers l'austérité : en augmentant les taxes sur l'alcool et la cigarette, en indexant le bloc patrimonial d'électricité¹ et – qui sait – les frais de scolarité. Et avec tout ça, toujours aucune trace des changements promis sur les redevances minières. Je me demande : quelle est la différence entre un gouvernement qui met en œuvre l'austérité budgétaire pour arriver au déficit zéro, et un gouvernement qui fait exactement la même chose? Le premier est libéral, le second est péquiste.

Nous voilà donc maintenant aux prises avec ce nouveau budget. Nous avons le gel, mais jusqu'à quand? Et surtout : faut-il se laisser séduire par ce gel frileux, fragile même, alors que de l'autre main on nous enlève tout ce qu'on nous a consenti? Fondamentalement, les mesures mises de l'avant dans le budget Marceau posent les mêmes questions que la hausse des frais de scolarité : pourquoi aller chercher des poignées de millions en haussant les taxes sur l'alcool et le tabac, alors qu'on peut aller chercher bien plus (par exemple) dans l'industrie minière? Pourquoi ne pas aller chercher l'argent là où il se trouve en (sur)abondance, à savoir dans les coffres des grandes entreprises? Pour la « juste part »? Parce qu'il faut être « responsable »? Désagréable, ce sentiment de déjà-vu.

DERRIÈRE LA LOGIQUE DE L'INDEXATION

Avec l'arrivée du Parti Québécois au pouvoir, l'indexation des tarifs semble bien à la mode. Il est vrai qu'à côté de l'austérité libérale, une simple indexation a presque les apparences d'un cadeau. Néanmoins, sur le fond, l'attaque est la même. L'État, pour ne

routes – devra composer avec un budget amputé de 10 millions de dollars³. Dans le contexte de la commission Charbonneau – où les investisseurs privés en construction font leurs choux-gras devant l'incapacité des ministères à résister à la corruption –, on peut se demander si ce régime ne risque pas d'aggraver les choses. Faut-il vraiment laisser nos institutions publiques encore plus faibles devant le secteur privé – qui ne s'est d'ailleurs jamais privé – pour mettre les deux mains dans la caisse?

ET LE PLAN NORD DANS TOUT ÇA?

Le plan nord, tant chéri par les libéraux, mais aussi tant décrit par les péquistes, devient maintenant le « Nord pour tous »⁴ – qui est aussi un plan, et qui concerne aussi le Nord. En vérité, pratiquement tout demeure, parfois sous un autre nom. Ainsi, la « Société du Plan nord » – qui servait à coordonner le déploiement des investissements – devient le « Secrétariat du développement nordique »⁵. Le Fonds du Plan Nord quant à lui demeure inchangé, au grand bonheur des libéraux. Encore une fois c'est bonnet blanc contre bonnet blanc.

L'AUSTÉRITÉ JUSQU'À LA MOELLE

L'austérité – libérale comme péquiste – c'est aussi cette « cure minceur » de l'État. Pour sauver des millions, on abolit des postes, on coupe des budgets. Nos services publics, qui n'arrivent déjà plus à fournir (c'est presque anecdotique), devront redoubler d'ardeur pour offrir un service minimal aux citoyens et aux citoyennes. Ainsi, 2000 postes seront coupés chez Hydro-Québec.² Comment ne pas prévoir l'inévitable dégradation de la société d'État, aux prises avec une telle culture de la vache maigre?

De nombreux ministères subissent aussi des coupures. Par exemple, le ministère des transports – responsable de l'entretien des

RASSEMBLEMENT NATIONAL ÉTUDIANT

Les associations étudiantes se concertent en vue du sommet

Plus d'une soixantaine d'associations étudiantes d'affiliations différentes étaient réunies les 1er et 2 décembre derniers à l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) dans un Rassemblement National Étudiant (RNÉ), afin de faire le bilan de la grève étudiante du printemps dernier et de réfléchir aux moyens d'action à entreprendre en vue du sommet.

D'entrée de jeu, les associations étudiantes présentes ont tenu à souligner l'importance de la démocratie directe dans la construction d'un rapport de force solide face à l'État et aux élites économiques. La grève générale illimitée s'est avérée nécessaire dans l'escalade des moyens de pression afin d'obtenir gain de

cause et de créer un mouvement populaire sans précédent. De plus, face aux nombreuses injonctions auxquelles les associations étudiantes ont été confrontées, elles ont tenu à réaffirmer l'importance de la solidarité entre les associations étudiantes locales dans l'élaboration du mouvement de contestation et dans l'application des mandats de grève.

Les associations étudiantes ont jugées que la forme du sommet ne permettait pas un réel débat sur la mission des universités publiques

La répression policière ainsi que la judiciaire du conflit ont été condamnées par les délégué-e-s présents et présentes. Le RNÉ s'est donc positionné en faveur du retrait de toutes les charges criminelles et civiles en

lien avec les arrêté-e-s de la grève, ainsi que des charges institutionnelles envers les professeur-e-s et étudiants et étudiantes concerné-e-s.

À la suite des nombreuses discussions sur le sommet sur l'éducation du gouvernement péquiste et le résultat de la première rencontre préparatoire, les associations étudiantes ont jugé que la forme du sommet ne permettait pas un réel débat sur la mission des universités publiques et qu'en ce sens, le RNÉ invitait les associations étudiantes à se pencher sur la possibilité de revendiquer de véritables états-généraux comme alternative au sommet. Au-delà de la participation ou non des délégations étudiantes au sommet, les associations locales ont mis de l'avant la nécessité d'une mobilisation continue en vue de manifester notre désaccord face à des mesures anticipées, telles que l'indexation des frais de scolarité ou l'instauration de l'assurance-qualité. En ce sens, le RNÉ appelle les associations étudiantes à se mobiliser massivement pour une manifestation en marge du sommet au mois de février pour une éducation accessible, émanicipatrice, gratuite, libre de l'ingérence des élites économiques et non-discriminatoire.

EN MARCHÉ VERS LA

GRATUITÉ SCOLAIRE.